

Howard et les pervers

Une utopie sud-africaine

par René DAGORN* et Philippe GUILLAUME**

Soit la grille de lecture " culturelle " : l'apartheid s'explique par l'incapacité décrétée et sacralisée de deux groupes à coexister. Le groupe dominant, suivant en cela une " théorie de la friction " proposée par Catherine Coquery-Vidrovitch¹, refuse le contact et conchie toute idée de métissage, mais met en place les conditions d'un " développement séparé ".

Soit, en complément, la grille " économique " : le groupe dominant refuse peut-être le contact, mais pas la main-d'œuvre. Suivant en cela des analyses développées par des macro-économistes marxistes, nous pouvons admettre que les moyens accordés à la reproduction de la force de travail ont permis la construction et la pérennité de l'Afrique du Sud riche et puissante, dirigée par une minorité de colons aux privilèges exorbitants.

Si ces deux pistes ont longuement été explorées dans la recherche française et anglo-saxonne, elles n'en comportent pas moins certaines faiblesses. Bien que longtemps diabolisés, les Européens d'Afrique du Sud ne sont pas les seuls colons de l'Histoire, ils n'ont pas le monopole des sociétés bâties sur des logiques d'exploitation et d'exclusion. Même si l'identité afrikaner se construit par un dogmatisme puissant (" pureté " ; " authenticité " et primordialité de la Mission...) donnant notamment aux Afrikaners une vision ruraliste de la ville, il faut cesser de considérer l'apartheid comme un produit fatal engendré par

une bande d'illuminés reclus aux confins de la Terre. La preuve en est donnée, s'il en était encore besoin, par des villes coloniales hollandaises du XVII^e siècle, telles que Batavia ou même New York, qui ne se sont pas distinguées par des processus de ségrégation démesurés.

Par ailleurs, l'explication économique et sa rationalité méritent d'être relativisées. L'apartheid reste un système extraordinairement complexe, demandant des moyens de gestion et de contrôle colossaux par rapport à la masse de population concernée : Michel Foucher rappelle² que 235 000 fonctionnaires étaient chargés de gérer l'apartheid au quotidien, assistés de 82 500 militaires, de 44 000 policiers et de 619 000 agents de l'administration des provinces, des districts, des *townships* et des *homelands*, le tout pour un coût avoisinant 40 % du budget global de l'État. En poussant l'utilitarisme jusqu'au bout, on se demande d'ailleurs pourquoi les années les plus " dures " de l'apartheid idéologique (1950-1960, décennie de mise en place du *Grand Apartheid*) ont coïncidé avec la réalisation du plus vaste pro-

* agrégé d'histoire-géographie, enseignant, Lycée, Château-Thierry

** docteur en géographie, directeur scientifique de l'Institut français d'Afrique du Sud (IFAS), JOHANNESBURG

¹ Dans un essai récent, Catherine Coquery-Vidrovitch tente une analogie entre les cités-jardins et les villes coloniales et, notamment avec l'Afrique du Sud de l'apartheid. Son propos consiste à dire que dans ce dernier cas, les " quartiers blancs " se sont inspirés des cités-jardins : son analyse nous semble mériter d'autres développements, notamment à propos de la communauté noire, car l'immense majorité de la communauté blanche urbaine sud-africaine vit dans des pavillons individuels avec jardins, ce qui est loin d'être la même chose. C'est à notre connaissance la seule analogie existante entre la ville d'apartheid et les utopies urbaines.

² Foucher Michel, *Fronts et frontières. Un tour du monde géopolitique*. Paris, Fayard, 1991, p. 271.

gramme de construction de logements qu'ait connu le pays. Si la seule main-d'œuvre était recherchée, des foyers de travailleurs migrants auraient suffi...

Nous voyons ainsi que les grilles de lecture classiques, en partie opérantes et aidant à la compréhension de l'apartheid, se révèlent malgré tout insuffisantes à une compréhension globale du système.

I - POURQUOI L'UTOPIE ?

Pourquoi parler ici d' " utopie " ? Notre discussion sur ce point part des cours de Paul Ricoeur sur " l'idéologie et l'utopie " donnés à Columbia dans les années quatre-vingt³. La présentation d'ensemble de la troisième grille de lecture nécessaire à la compréhension du phénomène des *townships* donne peut-être l'impression qu'elle devrait être plutôt classée du côté des idéologies que des utopies. Sans entrer dans les détails de la discussion conceptuelle de Ricoeur, l'idéologie " intervient ici parce que aucun système de domination, fût-ce le plus brutal, ne gouverne seulement par la force, par la domination " ⁴. C'est bien le cas des *townships* comme cité-jardin qui semblent plutôt se ranger du côté des idéologies : ils servent à légitimer par d'autres moyens que la force brute la domination des Blancs.

Pourtant Ricoeur discutant Mannheim montre que l'on ne peut limiter la réflexion sur l'utopie à " son emploi historique technique " ; que l'on doit chercher " à établir une sociologie de l'utopie " ; sociologie qui ferait apparaître " l'utopie (...) comme discours d'un groupe, et non [comme] une œuvre littéraire flottant dans l'air ". Car " une utopie n'est pas seulement un ensemble d'idées, mais une mentalité, un *Geist*, une configuration de facteurs qui organisent l'ensemble des idées et des sentiments. L'élément utopique imprègne tous les aspects de l'existence " ⁵.

Deux autres éléments semblent plus déterminants encore pour faire basculer les *townships* comme cités-jardins du côté de l'utopie et non du côté de l'idéologie.

Utopie et non idéologie car l'utopie est d'abord un " nulle part ". Elle permet bien sûr la fonction classique de la contestation et de la subversion : " de ce non-lieu, une lueur extérieure est jetée sur notre propre réalité " ⁶. Mais ce " nulle part " est aussi une volonté de rejeter à l'extérieur ce qui permet le fonctionnement de la société, mais que l'on veut cacher. L'urbanisme européen de la seconde moitié du XX^e siècle est là pour nous rappeler que l'expulsion vers la périphérie est une solution souvent adoptée pour préserver la tranquillité du centre. Le " nulle part " est l'un des caractères du développement séparé. Et l'on sait évidemment que " nulle part " est une des traductions du mot *utopie*. Nulle part aussi parce que Soweto, le plus grand *township* du pays, n'a pas eu de nom pendant plus d'une quinzaine d'années : ses habitants logeaient alors dans la *South Western Native Area*... En 1958, le gouvernement lança un concours et une campagne de presse pour donner un nom à ce nulle part, un nom qui symboliserait la qualité de la vie dans ce nouvel espace et qui illustre sans surprise la seconde acception d'utopie, " le lieu du bonheur " (*eu-topos*). Après le rejet par une commission de propositions telles que *Creamland*, *Dark Africa*, *Thinavhuyo* (" nous n'avons nulle part où aller " en zoulou), Soweto (contraction de *South West Township*) fut retenu en 1963 et ce retour en arrière fut justifié par un toponyme court, facile à retenir et à prononcer mais surtout ne privilégiant aucun groupe " ethnique ".

Utopie et non idéologie ensuite car dans la cité-jardin " l'idée de perfection demeure centrale, mais son signe s'inverse " ⁷. Toutes les figures imposées de l'utopie prennent ici un sens négatif. La clôture protectrice de l'île de Thomas More devient enfermement ; la domestication de la nature devient soumission à l'ordre naturel ; l'éducation par la loi devient perfection de l'obéissance. Le *township* n'est plus seulement ici une contre-utopie, mais également une " utopie en sens contraire (...). [Sa] logique finit par se retourner contre l'homme, par menacer ce qui constitue proprement son humanité " ⁸.

L'utopie surgit en fin de compte pour dépasser les limites des idéologies. On entre alors dans ce que Ricoeur décrivait comme " le point d'inflexion de l'idéologie, celui où sa fonction intégrative se retourne en distorsion " ⁹.

³ Ricoeur Paul, *Lectures on Ideology and Utopia*, New York, Columbia University Press, 1986 ; traduit en français : *L'idéologie et l'utopie*, Paris, Seuil, 1997.

⁴ Ibid., p. 32.

⁵ Ibid., pp. 360-361 pour toutes les citations qui précèdent sur l'utopie.

⁶ Ibid., pp. 36-37.

⁷ Rouvillois Frédéric, "Introduction" à *L'Utopie, textes choisis et présentés*, Paris, Flammarion, Coll. "GF Corpus", 1998, p. 20.

⁸ Ibid., p. 20.

⁹ Ricoeur, *Op. Cit.*, p. 37.

Les analyses politiques et historiques les plus récentes montrent l'invalidité de la théorie d'un plan global des Afrikaners progressivement mis à exécution. Deborah Posel note que " incertitudes, conflits, échecs et dérives, bien que souvent moins visibles que les continuités et les triomphes de l'apartheid, furent fondamentaux dans son développement " ¹⁰. Alan Mabin et Dan Smit ¹¹ signalent également que le rapport Sauer de 1947 n'indiquait pas de quels moyens allaient disposer les Afrikaners pour appliquer la ségrégation, montrant ainsi le décalage entre les objectifs à long terme de l'apartheid et les moyens que se donne le gouvernement pour y parvenir. Les hésitations quant au rôle que devaient tenir les populations de couleur dans la société sud-africaine ont également été nombreuses.

Bien que des mesures discriminatoires et relégitimes aient été prises dans les décennies qui ont précédé, des débats se sont tenus dans la première moitié du XX^e siècle pour déterminer la position des différents groupes dans l'organigramme : cela illustre le manque de certitudes des élites. Il s'est posé à la fin du XIX^e siècle la question de savoir s'il fallait rassembler dans une même communauté tous les locuteurs de l'afrikaans : Afrikaners, Khoikhoi, *Coloureds* (Métis). Le débat a eu lieu, mais cette possibilité a été rejetée, laissant à l'afrikaans un rôle fondateur et structurant dans la construction identitaire de la communauté afrikaner. Quelques années plus tard sont apparus des courants libéraux en faveur d'une classe moyenne noire, suggérant le retour à la propriété foncière, l'augmentation des salaires, la fin des barrières " raciales " dans le monde du travail... Ces idées libérales n'allaient cependant pas dans le sens de la protection de la frange défavorisée de la communauté blanche. Un peu plus tard, une commission s'efforcera de ménager les deux parties en recommandant des mesures de contrôle qui n'offusquent pas la classe moyenne africaine.

La crise urbaine que rencontre le pays au sortir de la Seconde Guerre mondiale donne encore lieu à un important débat : si tout le monde s'accorde pour penser que sa résolution passera par une intervention soutenue de l'État, les conceptions des modalités de cette intervention divergent fondamentalement. Certains défendent l'idée d'un " État-providence ", dont les bénéficiaires seraient

également les populations de couleur. Le rapport Fagan, par exemple, conclut que " les travailleurs africains sont une partie permanente de la société sud-africaine et que le travail migrant est socialement et économiquement indésirable ". En 1942, le *Department of Natives Affairs* recommande l'abolition du système des *pass* : cette proposition suscite un tollé dans la classe politique sud-africaine. La tourmente réapparaît en 1947, lorsque les syndicats africains sont sur le point d'être reconnus et au moment où le ministre des finances, Jan Hofmeyr, propose un système de sécurité sociale dont seraient également bénéficiaires les Africains.

Il faut reconnaître que les Sud-Africains blancs sont représentés dans des groupes aux intérêts parfois divergents : Deborah Posel montre ainsi que " si les Afrikaners partagent un discours unique - quoique rudimentaire - sur l'apartheid et un même engagement sur la suprématie blanche, ils avaient des idées conflictuelles sur la façon de la préserver " ¹². Les intérêts de la *South African Agricultural Union* créée en 1939 ou de l'*Afrikaanse Handelsintituut*, créé en 1942 pour défendre le monde des affaires afrikaner sont parfois opposés sur des questions fondamentales comme le développement séparé ou le travail migrant. Ces conflits d'intérêts font alors dire à Dan O'Meara que l'apartheid relève parfois d'un " concept vague " ¹³. Si c'est la tendance conservatrice du mouvement afrikaner qui dirigera les débats politiques en Afrique du Sud pendant plusieurs décennies, les contradictions internes ne cesseront jamais, à l'image du conflit entre *Verkrampte* et *Verligte* (conservateurs contre " éclairés ") dans les années 1970, plaçant l'intelligentsia afrikaner face aux représentants des ouvriers et des fermiers.

Sur le plan du logement, la décennie qui suivra marquera la plus grande vague de construction de maisons dans l'histoire du pays. Le nombre de maisons destinées aux Africains est ainsi passé, à Johannesburg, de 9 938 en 1946 à 62 475 en 1965. En même temps, le *Separate Amenities Act* prévoyait, au sein du *Group Areas Act*, l'équipement des quartiers destinés aux différents groupes raciaux : les *townships* devaient eux aussi recevoir des écoles, des piscines, des salles de spectacle et des espaces de loisirs.

¹⁰ Posel D., *The making of apartheid, 1948-1961. Conflict and compromise*. Oxford, Clarendon Press, 1991, p. 5.

¹¹ Mabin A., Smit D., " Reconstructing South African's cities ? The making of urban planning, 1900-2000 " ; *Planning Perspectives*, vol. 12, 1997, p. 206.

¹² Posel D., " The meaning of apartheid before 1948 : conflicting interests and forces within the Afrikaner Nationalist Alliance " ; in Beinart W. & Dubow S. (eds.), *Segregation and apartheid in twentieth-century South Africa*, Londres, Routledge, 1995, p. 207.

¹³ O'Meara D., *Volkapitalism*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983, p. 173.

Dans la vaste campagne de construction des *townships*, malgré les restrictions du *Native Urban Areas Act* limitant l'accès aux zones urbaines, des dérogations permettent l'accès à la propriété à une frange limitée de la population africaine. Alors qu'à ce moment les droits de location étaient limités à dix ans - ils passeront plus tard à 30 ans puis à 99 ans -, le *township* de Dube à Soweto permet à la bourgeoisie africaine de construire des maisons luxueuses et vastes, avec un " droit à la propriété " (il s'agissait en fait d'un bail) fixé à 99 ans. Ce programme a été un échec, voyant l'arrivée de seulement deux familles en 1951 et 1952. Les autorités le transformeront donc, en construisant 900 maisons de qualité toutefois supérieure à celle des *matchboxes* typiques des *townships*, et les proposeront à la location.

Que penser de ces mouvements libéraux de la première moitié de ce siècle, alors qu'en même temps sont prises des mesures toujours plus dures à l'encontre des populations de couleur, par la réduction de leurs droits civiques et sociaux, la limitation de leur citoyenneté, l'interdiction progressive des droits à la ville ? D'un côté, on assiste à la mise en place d'un lourd appareil d'État, visant à contrôler les populations, les flux, les conditions de vie et de travail, en somme toutes les dimensions des vies individuelles et collectives. De l'autre, se trouvent toujours des groupes proposant des amendements à ces restrictions, apportant une protection à ceux qui sont exclus. Le paradoxe est flagrant, la logique est troublée.

Dépassons le paradoxe en posant la question en d'autres termes et en considérant ces deux mouvements contradictoires sous l'angle de la complémentarité. Dans l'esprit d'une partie des Afrikaners, les *townships* n'ont pas l'image de monotonie, de tristesse et d'exclusion qu'ils véhiculent généralement. Ils sont avant tout les lieux de vie des Africains et des autres populations de couleur. La construction des *townships* répond à une sorte d'*écologie humaine* : la structure du bâti, l'aménagement des lieux, leur localisation, leur disposition et leur gestion imposent aux individus et aux communautés un fonctionnement normatif conforme aux codes mis en place par les autorités. Au-delà de son organisation matérielle, la ville est aussi dotée d'une organisation morale. Pour reprendre la terminologie de l'École de Chicago, le *township* devient ainsi " l'aire naturelle " des communautés africaines et sa fonction spécifique est purement résidentielle, ce qui permettra l'établissement de solidarités com-

munautaires.

II - LA MISE EN PLACE D'UN URBANISME CULTURALISTE

La croissance démographique des villes sud-africaines rend la question du logement cruelle. Partout dans le monde, les dirigeants des villes post-industrielles sont arrivés au même constat : fixer l'ouvrier avec sa famille est un gage de stabilité sociale ; cela permet de renforcer les valeurs familiales et d'écarter les hommes de la ville tentatrice. Dans le contexte sud-africain, la dimension sanitaire des mesures prises pour gérer l'espace urbain est évidente. Ainsi l'intégration fait place à une hiérarchisation des communautés, liée au concept de développement séparé.

Dans le cadre d'un mouvement mondial de prise de conscience des mutations et des problèmes sociaux liés à la Révolution Industrielle, Ebenezer Howard publie en Grande-Bretagne en 1898 *Tomorrow : a peaceful path to real reform* qui donnera naissance au concept des cités-jardins. Plus qu'un essai architectural, plus qu'un projet d'urbanisme, il faut voir dans les travaux d'Howard une globalisation de la pensée sociale dans laquelle on pouvait identifier des composantes réformistes, planistes et hygiénistes. Les thèmes de réforme de la société, de planification et d'hygiène sont sans conteste les thèmes porteurs des mesures prises dans l'Afrique du Sud urbaine de la première moitié du XX^e siècle : dans les villes industrielles, l'hygiénisme est incontestablement une composante essentielle de la modernité. Il se donne pour mission la protection du corps social, ce qui justifie l'intervention dans la sphère du privé et le contrôle de la vie individuelle.

A priori opposés, le *township* sud-africain et la cité-jardin howardienne ont déjà comme similitude la quête de l'hygiénisme et d'une certaine forme de stabilité sociale. Leur établissement est contemporain d'une époque où, dans les sciences sociales, on croyait encore à un certain mécanisme. L'interconnexion de toutes les dimensions de la société n'était pas encore bien établie et la croyance en les capacités de la réforme du milieu — le bâti — pour résoudre des maux sociaux était forte. Par ailleurs, la cité-jardin d'Howard n'était pas conçue comme un environnement neutre. Dans un essai sur les utopies urbaines, Robert Fishman¹⁴ note qu'elle a été planifiée pour promouvoir les valeurs auxquelles Howard croyait — la coopération, la vie de famille, le contact avec la nature — et décourager les

¹⁴ Fishman R., *L'utopie urbaine au XX^e siècle*. Bruxelles, Pierre Mardaga Éditeur, 1979.

pratiques qu'il détestait — la spéculation foncière, l'accumulation de pouvoirs, la dépravation. Cela peut sans conteste être assimilé à du paternalisme. Ces valeurs, positives comme négatives, sont partagées par la communauté afrikaner. Le calvinisme austère qui les réunit prône également la vie de famille, le sens des valeurs communautaires, le contact avec la nature et tend à les protéger des influences jugées négatives de la vie urbaine. Avec son jardin, la *matchbox* permet l'expression de ces valeurs familiales et naturelles tout en préservant des tentations extérieures. Le jardin n'est-il pas, comme le note Jacques Pezeu-Massabuau, " le reflet amorti du paradis terrestre dont Dieu fit jadis don " ¹⁵ ?

On pourra toutefois objecter que les paysages désolés et monotones du *township* sont éloignés de ceux proposés par le concept des cités-jardins. Cet argument donne matière à discussion. Par ses paysages, le *township* ne peut soutenir la comparaison avec la cité-jardin, dont l'ambition première est d'être plus qu'un ensemble résidentiel, en proposant une gamme de services et de loisirs, des emplois, de l'agriculture... Clive Chipkin ¹⁶ rappelle pourtant que la création des *townships* n'était pas dépourvue de bonnes intentions. La construction d'Orlando (Soweto, Johannesburg), lancée en 1932, a fait l'objet en 1930 d'un concours d'architecture bien doté en prix, pour un *Model Native Township* d'une capacité de 80 000 habitants. Les candidats se sont vus recommander " d'éviter la petitesse et la similitude des maisons " car, " comme les autres gens, ils [les Bantous] apprécient la variété " ¹⁷ (Bonner & Segal). Les gagnants, Kallenbach, Kennedy et Furner ont proposé un programme ambitieux. Pour reprendre les termes de Clive Chipkin, ce programme s'inspirait des cités-jardins, avec des squares de voisinage, des parcs, un aménagement de la vallée de la *Klip River*, un centre commercial, des routes dessinées de manière à éviter la monotonie... Willem Carr, directeur du *Non European Affairs Department* entre 1952 et 1969, et à ce titre, en charge de l'aménagement de Soweto, confirme les tentatives d'apporter de la diversité dans l'aménagement des *townships* ¹⁸.

Cet état de faits peut être illustré par deux documents d'information ¹⁹ - ou plutôt de propagande - produits par le Ministère de l'Infor-

mation en 1961 à Pretoria et par le service culturel et de presse de l'Ambassade d'Afrique du Sud à Paris, à la fin des années 1970. S'il va de soi qu'il faut aborder ces documents avec infiniment de précaution et de distance, ils sont toutefois intéressants par le type de discours qu'ils véhiculent.

Le document de 1961 insiste sur la situation urbaine héritée de la Seconde Guerre mondiale et de l'industrialisation rapide : mouvements massifs de *squatting*, taudification de l'habitat et mauvaises conditions de vie affectant la majorité de la population africaine. Ce rappel de la crise du logement permet de souligner l'ampleur de la campagne de construction dans les townships : " Les taudis, dont la détestable réputation justifiait les manchettes dans les journaux du monde entier, ont virtuellement disparu au cours de la plus grande révolution qui ait vu le jour en Afrique en matière de conditions de vie. La construction a suivi le courant de la demande, après avoir effacé l'effroyable retard que l'on notait en 1951 ". Les taudis sont associés à la maladie, la sous-alimentation et la criminalité ; l'équilibre familial pouvait rarement y être préservé. Plus loin, on nous apprend que " des projets audacieux ont mis fin à la pénurie de logements urbains " ; avec l'éradication des taudis, " les familles bénéficient des meilleures conditions de vie qu'exige l'humanité ".

La qualité du logement construit est également soulignée : l'eau courante, l'électricité, les équipements sanitaires sont à la disposition de tous les foyers. Mais plus encore, l'accent est mis sur les équipements. Leur liste est dressée : " Ces ensembles d'habitations comportent des rues, des hôpitaux, des écoles, des églises, des crèches, des centres de loisirs et des magasins ". Plus loin, un véritable plan d'urbanisme est détaillé, pouvant sans doute s'appliquer dans tout le pays : " Le village modèle compte quatre rues principales, seize écoles, un centre commercial, des boutiques individuelles, une brasserie, une brasserie indigène, une clinique, des locaux administratifs, deux banques, un bureau de poste, un poste de police, un centre social, une crèche et vingt-et-une églises ".

L'auteur du document de 1961 se laisse aller ensuite à un certain lyrisme qui laissera songeur

¹⁵ Pezeu-Massabuau J., *La maison. Espace réglé, espace rêvé*. Montpellier, Reclus, 1993, p. 147.

¹⁶ Chipkin C., *Johannesburg style. Architecture and society, 1880's-1960's*. Cape Town, David Philip, 1993.

¹⁷ Bonner Ph., Segal L., *Soweto. A history*. Cape Town, Maskew Miller Longman, 1998, p. 16.

¹⁸ Carr W., *Soweto. It's creation, life and decline*. Johannesburg, South African Institute of Race Relations, 1990, p. 21.

¹⁹ Rédigés en français et non paginés, ces documents ont pour but de justifier la politique des *townships* pour le premier, d'effacer l'image de ghetto dont est affublé Soweto après les émeutes de 1976 pour le second. Ils sont disponibles à l'Académie des Sciences d'Outre-Mer de Paris.

qui est déjà allé dans un *township* : " Pendant le froid rigoureux de l'hiver dans le Highveld, les nouvelles villes bantoues du Witwatersrand offrent d'attrayants spectacles. Le gazon roussi et les jardins endormis sous le gel n'amoin-drissent pas le caractère essentiel de modernisme, d'espace et de personnalité des habitations dont bénéficient à l'heure actuelle quelque 700 000 Bantous. Il y a dix ans, les faubourgs bantous n'existaient pas. À leur place se trouvaient des bidonvilles qui n'offraient qu'un insuffisant abri ". Des photographies soigneusement choisies illustrent ce texte.

La destruction des quartiers populaires taudifiés et la construction des townships ont permis d'apporter hygiène, ordre et contrôle à une ville qui semblait sale, mouvante, désordonnée et dangereuse. L'opposition est claire entre la ville, dense et diabolisée, et la cité-jardin, planifiée, calme, offrant une vie et des loisirs sains. On comprend mieux l'acharnement des Sud-Africains à détruire les quartiers populaires mixtes des grandes villes : Sophiatown à Johannesburg, District Six au Cap et Cato Manor à Durban ont depuis accédé au rang de mythes.

Dans le discours officiel, les *townships* offrent alors un cadre de vie complet et épanouissant, permettant, par la trilogie maison individuelle / jardin / quartier planifié, la pratique des valeurs normatives. Dans cet " espace imposé ", la communauté est à l'abri des démons de la ville et va avoir la possibilité de vivre comme le pouvoir souhaite qu'elle vive. Dans le dispositif social idéologique et morphologique, le rôle du jardin, est également essentiel. Dans le *township*, il permet le rassemblement de la famille, le contact avec la nature — activité saine par excellence — et il fait partie intégrante de cet espace strictement délimité qu'est la *matchbox* sur sa parcelle. Ironiquement, on pourrait penser que le gouvernement sud-africain fait un peu le bonheur des Africains malgré eux, car le document de 1961 remarque les faits suivants : " peuple de tradition pastorale, les Bantous ne connaissaient pas les jardins. Ce qui explique que quand les habitants des taudis furent transférés dans les vastes cités construites pour eux, rares furent ceux qui voulurent aménager un jardin "

L'objectif du bonheur individuel et familial va pouvoir être atteint. " Ces masses désordonnées de travailleurs " ont été regroupées en " communautés heureuses et bien logées " pour pouvoir connaître enfin " la paix physique et spirituelle " (Ministère de l'Information, 1961). Dans les docu-

ments officiels, le terme " township " n'est jamais employé : il est remplacé par celui de village, de commune, de ville ou de cité, parfois accompagné du qualificatif " bantou ", et également par celui de cité-jardin dans le document daté de 1961. À la lumière de ces éléments, le *township* apparaît bien comme le reflet d'une utopie urbaine inspirée de l'idéologie du mouvement des cités-jardins.

Combattant le terme de " ghetto ", le document datant de la fin des années 1970 dresse la liste des équipements de Soweto. Celle-ci ne sera pas détaillée en totalité tant elle est fastidieuse, mais il est toutefois nécessaire d'en souligner quelques données : " 1 600 entreprises, grandes ou petites, appartenant à des Noirs [...] 300 églises pour 70 cultes religieux [...] 1 500 boutiques [...] de nombreux cinémas, clubs et centres de loisirs [...] 115 terrains de sports, 4 terrains d'athlétisme, 11 terrains de cricket, 47 courts de tennis, 2 golfs, 8 piscines, 81 courts de basket... ". L'énumération des équipements sportifs est sans aucun doute surestimée, à moins que le moindre terrain vague ne soit comptabilisé comme un équipement spécifique ; la multiplicité des cultes religieux relève d'une stratégie d'infériorisation des communautés africaines, à l'image des descriptions " anthropologiques " concernant la dot ou la polygamie ; enfin, en ce qui concerne les entreprises et les boutiques, l'erreur quantitative est flagrante. Certains passages sont de la pure propagande, à l'image de celui-ci : " La satisfaction que lui procurent ses titres de propriété fait de lui un citoyen heureux et respectueux de la loi ", relève de la tromperie effrontée dans ce texte de 1961, mais on peut tout de même y lire implicitement le rapport souhaité entre la forme urbaine proposée et le comportement social recherché.

Ebenezer Howard est resté dans les mémoires comme un être fondamentalement bon, œuvrant pour le bien-être collectif. Dans une monstrueuse naïveté teintée de paternalisme, les Afrikaners ont eu aussi le sentiment d'œuvrer pour le bien-être collectif des Africains. Les récits de Willem Carr, ancien administrateur du *township* de Soweto ne laissent pas de doute sur ce sujet²⁰ :

" Peu de gens connaissent ou apprécient le bon travail qui a été effectué par le Johannesburg City Council avec la construction de Soweto et de 70 000 maisons pour les Africains... C'était à tout point de vue une œuvre magnifique... C'était une source de fierté et de joie pour tous les gens du Conseil qui ont été impliqués dans ce travail "

²⁰ Carr W., *op. cit.*, p. 166.

III - LA PERVERSION DU SYSTÈME : VERS UN URBANISME MILITAIRE

Paradoxalement, c'est la première décennie de pouvoir du Parti National qui verra la construction du plus grand nombre de maisons en Afrique du Sud. Ce programme de construction était gigantesque et le pays a évidemment manqué de fonds pour le réaliser en entier. Les objectifs qualitatifs de ce programme ont été logiquement revus à la baisse. À propos du *township* d'Orlando en 1932, Clive Chipkin signale qu' " en dépit de ces bonnes intentions, le manque de moyens a abouti à la construction massive de maisons similaires, sans centres communautaires, centres commerciaux, ni parcs... " ²¹. Le quartier équipé du projet de la *Model Native Township* a laissé place à un espace monotone, surpeuplé et quasiment dénudé.

Par ailleurs, le besoin de contrôler les populations africaines se fait sentir. Des mouvements de résistance ont eu lieu dans les années précédentes ; la politisation des Africains effraie le gouvernement. Les plans d'aménagement des *townships* vont prendre en compte ces considérations sécuritaires : les quartiers sont équipés de grands ronds-points, permettant le contrôle de plusieurs avenues en cas de troubles. De gigantesques tours d'éclairage, incassables par des projectiles, permettent des interventions des forces de sécurité même pendant la nuit. De grands terrains vagues assurent une fonction sécuritaire : ils agissent comme des murs horizontaux et séparent les quartiers, empêchant une mobilisation générale ; selon Don Pinnock, ces zones-tampons " n'étaient pas le nouveau terrain de jeu d'un prolétariat urbain mais les murs horizontaux d'une ville défensive ".

Les premières maisons, comme dans le cas de celles d'Orlando, ont été construites avec les toilettes et l'arrivée d'eau situées à l'extérieur : on pourra y voir un motif économique, mais également la volonté d'affaiblir les groupes à l'intérieur des maisons en cas d'insurrection ; enfin, les voies d'accès au *township* sont limitées : deux seulement en ce qui concerne Soweto à l'origine, qui plus est facilement contrôlables. On ne peut que rester marqué du camp militaire et des miradors qui bordent l'entrée principale de Soweto...

IV - UNE UTOPIE URBAINE, CONTRE L'URBANITÉ

Au même titre que la cité-jardin d'Howard, le *township* est ainsi une utopie urbaine. Il s'agit

d'un espace neuf, planifié selon de stricts critères, c'est un espace fabriqué de toutes pièces, un " espace forgé ". C'est un lieu " sain " : il sert avant tout à promouvoir des valeurs morales, il est une réponse à un sérieux problème de société identifié par les groupes dominants. Alberto Sato a bien défini cette notion d'utopie urbaine réalisée²² :

" L'une des façons dont se manifeste cette notion d'utopie a des caractéristiques totalitaires et se propose de corriger la perversité humaine, c'est-à-dire que ce modèle veut éradiquer l'existence du mal et considère celui-ci comme un aspect du corps social susceptible d'être extirpé ; il dicte alors des normes de comportement afin que la ville et ses habitants répondent à un certain modèle de conduite. L'Utopie se prétend libertaire quand au travers de la recherche du bonheur et de l'harmonie il y a construction dans la conscience d'images réparatrices. Mais la ville désirée, qui vise à isoler des comportements humains dans des périmètres contrôlables — la ville d'Utopie — se trouve dans la conscience régulatrice du pouvoir ".

La politique des *townships* a mis en place un système de contrôle, certes, mais également d'assistanat : dans un certain sens, le pouvoir de l'apartheid manifeste une idéologie " de gauche ". La ségrégation, le racisme, ainsi que l'exploitation de la main-d'œuvre se doublent de programmes sociaux, maintenant évidemment les Africains dans une position infériorisée. Nous retrouvons ici la pensée segmentaire du pouvoir de l'apartheid, où la stratification sociale renvoie à une stratification spatiale : si les Africains font partie de la société, ils ne sont pas placés au même niveau. De ce fait, l'implication du pouvoir de l'apartheid dans l'orientation de leur destinée est une évidence, tant pour une incapacité présumée à se prendre en charge que pour le guidage des trajectoires communautaires.

L'utopie du *township* va à l'encontre d'une conception européenne de la ville, une conception parfaitement illustrée par les récits provenant du monde de Sophiatown, même si ceux-ci sont parfois mythifiés ; une mythologie d'autant plus active que la cassure entre les deux modèles est nette. Dans la conception afrikaner de la ville, l'objectif à atteindre semble être l'urbanité zéro. Cette logique semble tellement adaptée à la situation du pays qu'elle sera reproduite quasiment à l'infini ; l'utopie sud-africaine rejoint ici sa version originale, celle de Sir Thomas More en 1516 où les 54 villes d'Utopia sont bâties sur le même modèle et où les maisons sont tirées au sort et redistribuées

²¹ Chipkin C., *op. cit.*, p. 206.

²² Sato A., " Un simulacre urbain : le centre commercial à Caracas ", in Deler J.-P., Le Bris E., Schneier G., *Les métropoles du Sud au risque de la culture planétaire*, Paris, Karthala, 1998, p. 96.

tous les dix ans, pour que les habitants ne s'attachent pas aux lieux...

La ville sud-africaine, telle qu'elle est potentiellement, semble faire peur au pouvoir de l'apartheid : une ville colorée, bruyante, active et vivante. Une ville qui serait dotée d'une âme. Ce modèle laisse place à son contraire : les valeurs et les symboles du *township* en font un modèle *fini*, censé ne connaître ni évolutions, ni vibrations, en quelque sorte une ville sans humanité. Osons ici une explication, trouvant ses racines dans la psychologie de l'espace. En dépit des revendications — historiquement fausses, rappelons-le — des Afrikaners sur la légitimité et la primordialité de leur présence en Afrique du Sud, il reste une illégitimité enfouie dans l'inconscient collectif. L'espace sud-africain, dans sa globalité, fait peur. Il pourrait, un jour, prendre sa revanche.

C'est pour cela que la politique de contrôle se dote de bonnes intentions qui, évidemment, ne se concrétiseront pas. Le *township* ne propose aucun des attraits présents dans les plans initiaux, pour des motifs économiques mais également sécuritaires ou peut-être même hygiénistes ; mais Foucault avait raison quand, dans *Surveiller et punir*, il écrivait que " les gouvernants rêvaient de la peste pour faire fonctionner toutes les théories du droit et des lois ". Pour ces raisons, le *township* est un espace imposé, une utopie urbaine contre l'urbanité, le plus évident reflet de la peur des potentialités de la ville sud-africaine qui, inéluctablement, se produiront un jour. Pour retarder cet avènement fatal à l'identité afrikaner — selon ses propres critères d'existence —, le subconscient collectif de l'apartheid guidera, sans parvenir à saisir la portée de ses contradictions essentielles, l'utopie urbaine du *township*.

CONCLUSION

Dans *Le monde des villes au XIX^e siècle*, Jean-Luc Pinol²³ se demandait s'il existait une "explication globale" pour comprendre la construction des logements et la croissance des villes pendant la Révolution industrielle. Si cette même question est posée à propos des villes de l'apartheid de la seconde moitié du XX^e siècle les deux explications, culturelles et économiques, se révèlent en fin de compte nécessaires mais insuffisantes. La combinaison doit être enrichie, on l'a vu, d'une troisième grille relevant du politique, une grille à la fois plus surprenante et plus perverse : la grille utopique, les *townships* comme cités-jardins. Il

est clair qu'Howard n'est absolument pas à l'origine de l'apartheid, en tant qu'idéologie. Par contre, le mouvement idéologique qu'il représente a été appliqué et perverti par le système de l'apartheid. La rencontre entre Howard et Richard Stuttaford, un conseiller municipal de Cape Town en 1918 nous paraît alors anecdotique.

Si la démarche analytique depuis Aristote privilégie le découpage et la séparabilité, notre théorie s'inscrit plutôt dans la recherche des sous-systèmes et dans la reconstruction des interactions entre les trois grilles d'analyse des *townships*²⁴. La complexité de la genèse et du fonctionnement des villes d'Afrique du Sud est là pour nous rappeler que les choses sont parfois plus complexes qu'elles n'en ont l'air : que la simplification excessive des motivations des tenants de l'apartheid camoufle des vérités plus subtiles et plus perverses.

Le *township*, finalement, sera dans sa réalité — à la différence de la cité-jardin howardienne —, bien plus qu'une utopie. Il est aujourd'hui le cadre de vie de la plus grande partie de la population sud-africaine, mais il a surtout fait le deuil des aspects hygiénistes, ségrégationnistes et moralisants de sa planification pour devenir l'espace de référence de la communauté africaine.

ORIENTATION BIBLIOGRAPHIQUE

1- Sur les cités-jardins et l'urbanisme

BEEVERS, Robert (1998).- *The Garden City Utopia. A Critical Biography of Ebenezer Howard*, Londres, Saint Martin's Press.

CLEMENT, Gilles (1999).- Le jardin pour la maison de l'homme. In : YOUNES Chris (dir.)- *Ville contre nature. Philosophie et architecture*. Paris, La Découverte, pp. 254-273.

COQUERY-VIDROVITCH, Catherine (1996).- À propos de la cité-jardin dans les colonies : l'Afrique noire. In : COQUERY-VIDROVITCH Catherine ; GOERG Odile (dir.)- *La ville européenne outre-mer : un modèle conquérant ? (XV^e-XX^e siècles)*. Paris, L'Harmattan, pp. 105-123.

HALL, Peter ; WARD, Colin (1998).- *Sociable Cities. The Legacy of Ebenezer Howard*. London, John Wiley and sons.

HOWARD, Ebenezer (1898).- *Tomorrow : a Peaceful Path to the Real Reform* ; réédité en 1902 : *Garden-Cities of To-morrow*, Londres, Swan Sonnenschein ; traduit par *Les cités-jardins de demain*, Paris, Dunod, 1969.

FISHMAN, Robert (1979).- *L'utopie urbaine au XX^e siècle*. Bruxelles, Pierre Mardaga, 223 p.

²³ Pinol J.-L., *Le monde des villes au XIX^e siècle*, Paris, Hachette, 1991, p. 117-118.

²⁴ Weinberg Achille, "Les jeux de l'ordre et du désordre", *Sciences Humaines*, n°47, février 1995, dossier : Penser la complexité.

PEZEU-MASSABUAU, Jacques (1993).- *La maison, Espace réglé, espace rêvé*. Montpellier, Reclus, 154 p.

PINOL, Jean-Luc (1991).- *Le monde des villes au XIX^e siècle*. Paris, Hachette.

Urban Planning, 1794-1918. Bibliography of Source Material in the Anthology. Une anthologie de plus de six cents pages équivalent-papier disponible par auteurs, par sujets et par ordre chronologique à <http://www.library.cornell.edu/Reps/BIBLIOGR/titlesub.htm>. On peut y lire de longs extraits d'Ebenezer Howard ainsi qu'une sélection de ses croquis : <http://www.library.cornell.edu/Reps/DOCS/howard.htm>

2- Sur l'analyse urbaine de l'Afrique du Sud

BONNER, Philip ; SEGAL, Lauren (1998).- *Soweto. A History*. Cape Town, Maskew Miller Longman, 162 p.

CARR, Willem (1990).- *Soweto. Its creation, life and decline*. Johannesburg, South African Institute of Race Relations, 186 p.

CHIPKIN, Clive (1991).- *Johannesburg style. Architecture and society*. Cape Town, David Philip, 335 p.

FOUCHER, Michel (1991).- *Fronts et frontières. Un tour du monde géopolitique*. Paris, Fayard, 691 p.

GUILLAUME, Philippe (2001).- *Johannesburg. Géographies de l'exclusion*. Paris, Karthala, 392 p.

GUILLAUME, Philippe ; HOUSSAY-HOLZSCHUCH, Myriam (1998).- *Du township à la ville... Nouveaux chemins de l'identité urbaine des Noirs sud-africains. Géographie et Cultures*, n°28, pp. 47-59.

MABIN, Alan ; SMIT, Dan (1997).- *Reconstructing South African's cities ? The making of urban planning, 1900-2000. Planning perspectives*, vol. 12, pp. 193-223.

O'MEARA, David (1983).- *Volkskapitalism*, Cambridge, Cambridge University Press.

PINNOCK, Don (1984).- *The Brotherhoods. Street gangs and state control in Cape Town*. Cape Town, David Philip, 106 p.

POSEL, Deborah (1991).- *The making of Apartheid,*

1948-1991 : conflict and compromise. Oxford, Clarendon Press, 297 p.

POSEL, Deborah (1995).- *The meaning of apartheid before 1948 : conflicting interests and forces within the Afrikaner Nationalist Alliance*. In : BEINART William ; DUBOW Saul (eds.).- *Segregation and apartheid in twentieth-century South Africa*. Londres, Routledge, pp. 206-230.

3- Sur les liens entre utopies, idéologies et sociétés

MORE, Thomas (1987 [1516]).- *L'Utopie*. Paris, Flammarion, Coll. GF. Le texte original est disponible en fac-similé sur le site de la BNF (voir la référence et l'adresse Internet ci-dessous).

PAQUOT, Thierry (1996).- *L'utopie ou l'idéal piégé*. Paris, Hatier, Coll. "Optiques".

RICOEUR, Paul (1997 [1986])*L'idéologie et l'utopie*. Paris, Seuil ; voir particulièrement la "Leçon d'introduction", pp. 17-38 et les chapitres 16 sur "Mannheim", pp. 355-373, 17 sur "Saint-Simon", pp. 375-394, et 18 sur "Fourier", pp. 395-411. Ces trois chapitres forment la seconde partie de l'ouvrage de Ricoeur intitulée "Utopie".

ROUVILLOIS, Frédéric (textes choisis et présentés par) (1998).- *L'utopie*. Paris, Flammarion (Coll. GF Corpus).

SATO, Alberto (1998).- *Un simulacre urbain : le centre commercial à Caracas*. In : DELER, Jean-Paul ; LE BRIS, Émile ; SCHNEIER, Graziella.- *Les métropoles du Sud au risque de la culture planétaire*. Paris, Karthala, pp. 95-102.

La renaissance de l'utopie, *Magazine Littéraire*, n°387, mai 2000, pp. 17-68.

L'Utopie. La quête de la société idéale en Occident, Catalogue de l'exposition de la Bibliothèque Nationale de France. Paris, BNF/Fayard, 2000 ; la BNF met à disposition en fac-similé près de 550 ouvrages sur l'utopie téléchargeables en format PDF à partir de son site *Gallica* : <http://gallica.bnf.fr/utopie/T3.htm>

René DAGORN, ancien élève de Sciences-Po Paris, agrégé d'histoire-géographie, termine actuellement une thèse de géographie sur les conceptions et les représentations des sciences sociales concernant la mondialisation et la société-monde.

Il enseigne dans le secondaire, à l'Université de Reims et à Sciences-Po Paris.

Membre de VillEurope (Reims, Tours, IEP-Paris) et du Gemdev-Groupe Mondialisation (Paris 1), il coordonne les enseignements de géographie de première année à l'IEP de Paris.

Parmi les articles parus ou à paraître : " Une brève histoire du mot *mondialisation* " ; In: Gemdev, *Mondialisation. Les mots et les choses*, Karthala, 1999 ; " AMM - Archipel Mégapolitain Mondial " ; In : Marianne GERVAIS-LAMBONY (dir.), *Les très grandes villes*, Atlande, 2001 ; " L'École de Francfort. Visite guidée du grand hôtel de l'abîme " ; *Espaces Temps*, 2002. Il est également rédacteur en chef de la revue *Espace Temps - le Journal*, une revue de sciences sociales en ligne (<http://www.espacetemps.net>).

Philippe GUILLAUME, géographe, est le Directeur scientifique de l'Institut français d'Afrique du Sud à Johannesburg. Ses principales publications concerne la ségrégation en Afrique du Sud. La plus importante est : *Johannesburg. Géographies de l'exclusion*. Paris, Karthala-IFAS, 2001, 391 p.

Il a écrit également plusieurs articles sur ce thème : " Du blanc au noir... Essai sur une nouvelle ségrégation dans le centre de Johannesburg " ; *L'Espace Géographique*, 1997, 26(1), pp. 21-33 ; " Politique du logement et politiques urbaines dans la nouvelle Afrique du Sud. Le cas de Devland (Soweto) " ; *Politique Africaine*, 1998, n° 70, pp. 144-153 ; " De l'urbanité dans les townships. Étude de Kliptown (Soweto) " ; *L'Espace Géographique*, 1999, 28(2), pp. 148-158 ; " Chroniques d'une révolution annoncée. Errances identitaires et spatiales dans quelques ouvrages de la littérature blanche sud-africaine " ; *Travaux de l'Institut de Géographie de Reims*, 1999, n° 99-100, pp. 77-84 ; " Soweto : get up, stand up " ; AKoz espace public. *Les cahiers réunionnais du développement*, 1999, n° 6, pp. 42-43 ; " Le commerce dans la ville d'apartheid. Stratégies alternatives et instrumentalisation politique " ; *Travaux de l'Institut de Géographie de Reims*, 2001, n° spécial " Commerce et accessibilité " .

En collaboration : Avec Myriam HOUSSAY-HOLZSCHUCH, " Du township à la ville... Nouveaux chemins de l'identité urbaine des Noirs sud-africains " ; *Géographie et Cultures*, 1998, n° 28, pp. 47-59. Avec François-Xavier FAUVELLE-AYMAR, " La plage, l'entre-deux mondes. Autour de l'escale de Vasco de Gama dans la baie de Sam Bras (Afrique du Sud) en 1497 " ; *Espace et Sociétés*, 2000, n° 101-102, pp. 221-236. Avec Annika TEPPPO, " La privatisation du destin. Afrikaner, pauvre et urbain dans l'Afrique du Sud post-apartheid " ; *Politique Africaine*, 2002, n° 85, pp. 123-132.

RÉSUMÉ/ABSTRACT

HOWARD ET LES PERVERS. UNE UTOPIE SUD-AFRICAIN

par René DAGORN et Philippe GUILLAUME

L'apartheid est souvent décrit comme le résultat du croisement entre une domination raciale d'un côté, et une domination économique de l'autre. Cette thèse nous semble insuffisante. Une troisième grille de lecture doit être ajoutée à la combinaison des grilles culturelles et économiques : *la grille utopique*.

Les *townships* de l'apartheid sont des cités-jardins à la fois perverses et perverses. "Perverses" car le projet utopique créé ailleurs par Ebenezer Howard se transforme ici en une contre-utopie dont la logique se retourne contre l'homme ; " perverses " car l'utopie naît ici dans l'œuf du serpent : c'est dès la conception que les valeurs utopiques sont renversées.

À partir de la crise urbaine d'après Seconde Guerre mondiale, les visions culturalistes, "exploitatrices" et utopiques se combinent pour créer et faire fonctionner les " projets audacieux (...) qu'exige l'humanité " Ces trois éléments doivent être mobilisés pour expliquer l'immense mouvement de construction urbaine du Parti National. Cet exemple doit nous rappeler que les simplifications excessives sur l'apartheid masquent des réalités plus complexes et perverses.

Mots clés : Afrique du Sud, Apartheid, utopie, idéologie, cité-jardin, Ebenezer Howard, *townships*, complexité, urbanisme, culturalisme.

HOWARD AND THE PERVERSES. A SOUTH AFRICAN UTOPIA

by René DAGORN and Philippe GUILLAUME

South African apartheid is often shown as the result of a combination between racial domination and economic exploitation. We think that this is incomplete and suggest a third way, the utopic grid.

Apartheid's townships are garden cities both perverse and perverted. "Perverted", because Howard's project became here a counter-utopia with logic turned against men; "perverse", because this utopia was born in the snake's egg: utopian values are turned upside down from conception.

After Second World War's housing crisis, culturalist, exploiting and utopian views were combined to implement "the audacious projects needed by humanity". These three elements should be mobilised to explain the huge urban construction movement of the National Party. This South African example must remind us that excessive simplification on apartheid hides more complex and perverse realities.

Keywords: South Africa, Apartheid, utopia, ideology, garden-city, Ebenezer Howard, townships, complexity, urban planning, culturalism.